

Des chrétiens engagés pour la justice sociale

Richard Renshaw

Number 772, May–June 2014

Faire front contre la droite canadienne

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71683ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Renshaw, R. (2014). Des chrétiens engagés pour la justice sociale. *Relations*, (772), 28–29.

Des chrétiens engagés pour la justice sociale

Les chrétiens «de gauche» ont une longue histoire au Québec comme au Canada. Leurs actions en concertation dérangent les pouvoirs en place.

RICHARD RENSHAW

Je désigne par chrétiens de gauche ceux et celles dont la foi les conduit à un engagement dans la société en vue d'une transformation sociale caractérisée par une plus grande égalité et une plus grande justice, en particulier pour les exclus. À cet égard, ma perspective est inextricablement liée à celle du théologien de la libération péruvien Gustavo Gutiérrez, qui insiste sur le rôle pivot que jouent les pauvres eux-mêmes pour se libérer de la pauvreté et de l'exclusion. Une telle approche a été à l'origine d'efforts faits dans le passé, tant au Québec que dans le reste du

Canada, pour améliorer les droits des travailleurs. À titre d'exemple, au XX^e siècle, mentionnons la montée du mouvement Social Gospel dans l'Ouest canadien, sous la direction du pasteur protestant Tommy Douglas, à l'origine de la Fédération du

Commonwealth coopératif, fondée en 1932 et qui deviendra le Nouveau parti démocratique, en 1961. Pensons aussi aux efforts faits par Moses Coady, en Nouvelle-Écosse, pour encourager les pêcheurs à s'organiser en

coopératives, dans les années 1950. Au Québec, de nombreux membres de l'Action catholique alimentèrent les mouvements sociaux et ouvriers à l'époque de la grève d'Asbestos (1949) et de la création de la Confédération des syndicats nationaux et du mouvement des Caisses populaires Desjardins.

Dans la foulée du concile Vatican II et de son ouverture à l'œcuménisme, des catholiques au Québec et au Canada ont souhaité travailler pour la justice sociale avec des chrétiens d'autres traditions, influencés par la mouvance mondiale du Conseil œcuménique des Églises (fondé en 1948) et par divers mouvements socialistes. Avec l'appui des principales Églises chrétiennes du Canada, diverses coalitions pour la justice sociale œcuménique ont vu le jour au début des années 1970, dont Ten Days for World Development, Project North (initialement pour lutter contre les conséquences du pipeline Mackenzie pour la nation dénée dans les Territoires du Nord-Ouest) et le Interchurch Committee for Human Rights in Latin America (fondé pour aider les victimes du coup d'État au Chili en 1973). Dans aucun autre pays on n'a été aussi loin qu'au Canada dans la promotion d'un tel travail œcuménique pour la justice sociale. Au milieu des années 1990, au moins huit coalitions inter-Églises se consacraient à des luttes sociales dans le tiers-monde, mais aussi à la défense des droits des peuples autochtones au Canada. Développement et Paix, l'organisme de coopération internationale de l'Église catholique – et un de ses rares organismes à avoir son siège social au Québec –, a joué un rôle de rassembleur important à cet égard.

L'auteur est membre du comité de coordination du Réseau œcuménique justice et paix (ROJeP)

Dans aucun autre pays on n'a été aussi loin qu'au Canada dans la promotion d'un tel travail œcuménique pour la justice sociale.

tiennes post-secondaires. Une douzaine d'universités privées chrétiennes sont aussi, pour la première fois, devenues admissibles à un financement de plusieurs millions de dollars, «un geste sans précédent de la part du gouvernement fédéral», selon *Faith Today*, la revue du Evangelical Fellowship of Canada. Ces collèges et universités sont évangéliques pour la plupart et quelques institutions exigent de leurs étudiants le respect d'un code moral accusé d'être en contradiction avec les mesures sur la non-discrimination au Canada.

Confrontés à tous ces changements, les chrétiens et chrétiennes de gauche doivent, de plus, composer avec un changement d'attitude de la part des leaders de la hiérarchie catholique. En effet, il y a une dizaine d'années, interpellés par leur base progressiste, ceux-ci auraient plaidé pour le développement de l'aide internationale et la défense des droits des nouveaux arrivants, des plus pauvres et des Autochtones. À présent, les demandes provenant de cette base, qui invitent à une position critique face au gouvernement

conservateur, sont écartées sous l'influence d'une frange conservatrice de l'épiscopat. Ainsi, la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) a refusé de se joindre aux 60 représentants d'autres traditions religieuses qui ont signé l'Appel interreligieux canadien au leadership et à l'action sur le changement climatique. En décembre 2013, la CECC a également refusé de signer une déclaration sur les droits des réfugiés (alors que le primat de l'Église anglicane, les modérateurs des Églises unie et presbytérienne ainsi que l'évêque luthérien national l'avaient fait).

Le pape François dit pourtant, dans son exhortation apostolique *La joie de l'Évangile*, que l'Église «ne peut ni ne doit rester à l'écart dans la lutte pour la justice» (EG 183). Mais alors que les chrétiens et les chrétiennes de gauche se sentent soutenus par le rappel de cette interpellation évangélique fondamentale, une partie influente de la hiérarchie catholique continue de rester sourde à cet appel.



incluant Vandana Shiva et Riccardo Petrella, qui luttent pour la sauvegarde des sources d'eau nécessaires à l'agriculture et à la consommation humaine. Mais au Canada, le premier ministre canadien de l'époque, Paul Martin, n'était pas du tout chaud à l'idée de reconnaître le droit à l'eau comme un droit humain fondamental. Tout comme Stephen Harper aujourd'hui, il estimait plus important

Lino, *La croisée*,
2014, acrylique et
collage sur papier

DES CAMPAGNES MAJEURES

Une autre étape marquante est survenue dans le cadre des célébrations du Jubilé de l'an 2000. Le changement de millénaire était vu par plusieurs groupes engagés pour la justice comme un moment important pour organiser un mouvement international pour éradiquer la pauvreté. L'accent a été mis sur l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. En 1997, les coalitions inter-Églises au Canada se sont mobilisées au sein de l'Initiative œcuménique canadienne pour le Jubilé, avec le soutien de Développement et Paix et la collaboration de plusieurs groupes chrétiens engagés au Québec, afin de convaincre le gouvernement canadien d'annuler les dettes contractées auprès de lui par des pays pauvres. Une pétition rassemblant 640 000 signatures a été remise au premier ministre et au ministre des Finances de l'époque, Jean Chrétien et Paul Martin, qui ont en effet annulé la plupart de ces dettes¹.

Ce mouvement sans précédent à travers le Canada a marqué un point culminant pour la gauche chrétienne. Il n'est pas étranger à la fondation, en 2001, de KAIROS, une organisation œcuménique pancanadienne vouée à la justice sociale. Plutôt qu'une panoplie de coalitions, il existe depuis lors une seule structure coordonnée par les principales Églises – catholique et protestantes – faisant un travail de sensibilisation, de plaidoyer et de coopération internationale dans une perspective de justice sociale.

Au Québec, c'est aussi la campagne du Jubilé de l'an 2000 qui a amené, en 1997, une vingtaine d'organismes québécois à se regrouper en Réseau québécois sur le Jubilé. Cette coalition a par la suite décidé de mettre sur pied le Réseau œcuménique justice et paix (ROJeP) qui mène souvent des campagnes parallèles ou complémentaires à celles de KAIROS et de Développement et Paix.

Une des plus importantes a été consacrée au droit à l'eau, en lien avec un travail fait à l'échelle internationale par des ONG et des militants de partout dans le monde,

pour son gouvernement de préserver de bonnes relations commerciales, en particulier avec les États-Unis. L'accent de la campagne canadienne a donc été mis sur la nécessité de convaincre les gens de ne plus acheter d'eau embouteillée, cette eau étant l'exemple éloquent de la marchandisation d'une ressource vitale irremplaçable qui devrait être reconnue comme un droit.

Par la suite, avec d'autres organisations de la société civile telles que l'Institut Polaris et le Conseil des Canadiens, du côté du Canada anglais, et le Comité pour les droits humains en Amérique latine, au Québec, KAIROS et le ROJeP ont mené conjointement une grande campagne de sensibilisation sur les activités des compagnies minières canadiennes à travers le monde. Ils ont également fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il exerce un contrôle plus strict sur leurs activités, qui ont de graves conséquences environnementales et sociales. Les partis d'opposition fédéraux se sont ralliés à cette position, insistant sur l'importance de mettre en place une législation plus sévère. Sachant que 75% des compagnies minières dans le monde sont enregistrées au Canada, qui leur offre un régime judiciaire et fiscal complaisant, de telles revendications ne sont pas pour plaire à ceux qui maintiennent ces avantages. La résistance des compagnies, comme celle du gouvernement, n'a pas tardé à se manifester et, pour l'instant, la lutte continue pour obtenir des avancées qui tardent à se concrétiser.

Ce ne sont là que quelques exemples d'engagements pour la justice sociale qui dérangent les lobbies économiques et le gouvernement conservateur actuel. La façon dont ce dernier a réussi à affaiblir des organismes comme Développement et Paix ainsi que KAIROS, en coupant de manière substantielle leur financement public ou, pour d'autres, en leur retirant le statut d'organisme de bienfaisance, limitant ainsi leur capacité de recueillir des fonds, le démontre amplement (voir l'encadré de Joe Gunn, p. 26). Les temps sont difficiles, d'autant plus que le courant conservateur au sein des Églises, en syntonie avec l'idéologie du gouvernement Harper, resserre son contrôle. ●

1. Les pays devaient cependant avoir complété le programme de réduction de la dette du FMI et de la Banque mondiale, soit l'Initiative pour les pays pauvres très endettés.